



Tribune de Genève SA  
1211 Genève 11  
022/ 322 40 00  
www.tdg.ch

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Presse journ./hebd.  
Tirage: 43'860  
Parution: 6x/semaine

N° de thème: 310.012  
N° d'abonnement: 310012  
Page: 19  
Surface: 21'359 mm<sup>2</sup>

# Supprimer les mines: un objectif à atteindre

## L'invitée

**Petra Schroeter**

Directrice de Handicap  
International Suisse



En 2014, les mines et autres restes explosifs de guerre ont fait 3678 victimes: soit 12% de plus qu'en 2013. Selon le rapport 2015 de l'Observatoire des mines, 80% sont des civils dont un tiers d'enfants.

Les mines sont toujours utilisées par onze Etats mais également par des groupes armés non étatiques impliqués dans un grand nombre de conflits. Elles présentent une menace dans 57 pays et quatre territoires dans le monde.

Handicap International appelle la communauté internationale à rester mobilisée dans son combat contre ces armes barbares. Ces dernières violent le droit international humanitaire, ne faisant aucune distinction entre civils et militaires. Elles blessent et mutilent, provoquant des souffrances à vie.

Des dizaines d'années après la fin d'un conflit, les mines antipersonnel continuent d'être actives. Elles présentent une menace pour les populations et

mettent un frein au développement.

En 2014 à Maputo, les Etats signataires du Traité d'Ottawa s'étaient fixés pour objectif de libérer la planète du danger des mines d'ici à 2025. Le plan d'action exige de renforcer les efforts pour déminer, détruire les stocks existants et répondre aux besoins des victimes.

Dans le cadre de la Conférence des Etats parties qui a lieu à Genève du 30 novembre au 4 décembre, les pays non signataires sont à nouveau appelés à devenir membres du traité, qui interdit l'utilisation, l'acquisition, la production et le stockage des mines antipersonnel.

Rappelons que 35 d'entre eux manquent encore à l'appel, dont les très influents Etats-Unis, Russie et Chine. Certains sont engagés dans des conflits armés. Handicap International attire aussi l'attention des gouvernements sur la nécessité de renforcer l'aide aux milliers de survivants d'accidents par mine. Les activités de réadaptation ou d'insertion sociale et professionnelle resteront en effet nécessaires durant de nombreuses années. Or les fonds consacrés à l'assistance aux victimes

baissent constamment.

«Les pays non signataires sont appelés à devenir membres du Traité d'Ottawa, qui interdit l'utilisation, l'acquisition, la production et le stockage des mines»

L'exemple du Mozambique montre que la victoire contre les mines est possible. Ravagé par vingt-cinq ans de guerre, il faisait partie des pays les plus contaminés au monde. Il s'est officiellement déclaré libre de mines le 17 septembre dernier.

Depuis 1998, Handicap International, soutenu par les principaux acteurs du déminage dans le pays, a permis de nettoyer plus de 16 millions de mètres carrés. Débarrassé des mines, le pays s'ouvre à d'importantes perspectives de développement.

Il continue cependant à porter la souffrance de ses blessés et mutilés. Le travail d'assistance aux victimes est donc désormais supporté en priorité.